

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'HÔTEL DE VILLE DE GRENOBLE, MERCREDI 23 JANVIER 1985.

23 JANUARY 1985 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le maire,

- Je vous remercie de cet accueil dans cet hôtel de ville. Chaque fois qu'il m'est donné de venir au siège d'une commune - et je le fais souvent - je retrouve la trace profonde de la démocratie, des échanges nécessaires entre les citoyens, le lieu privilégié où l'on débat des intérêts de tous.

- Vous avez raison, monsieur le maire `Alain Carignon`, d'être optimiste pour la France. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'illusionner sur la difficulté de la tâche, pour vaincre, précisément, tout ce qui depuis déjà de longues années, s'est accumulé sur vous-mêmes. Mais d'être optimiste sur la capacité, l'énergie, l'intelligence et pourquoi pas la générosité des Français, dès lors qu'ils peuvent maintenant, apercevoir dans un délai raisonnable la fin de la tourmente, qui, depuis 1973 et 1974, a pratiquement dominé nos efforts.

- Le mot optimiste, naturellement, risque d'égarer. Mais vous avez raison de le préférer au mot pessimiste, au développement de tous ces miasmes qui font que tout paraît contestable et tout est contesté, dans les efforts dont la réalité et les succès sont indéniables.

- Mais il reste tant à faire qu'il n'y a pas lieu de faire autre chose que de poursuivre notre effort, tant à faire ! .. Et cela n'est évidemment possible que si, au-delà de leurs débats parfaitement légitimes, des oppositions de pensée, d'action, les Français savent se rassembler sur ce qui est le principal.

- Vous avez utilisé quelques mots auxquels je suis sensible : liberté, solidarité, sécurité. Je ne répondrai pas à l'essentiel de ce que vous avez dit qui a été longuement médité et qui me servira de thème, que je vous remercie d'avoir tracé, dans les jours qui viennent à l'occasion d'un certain nombre de développements, pour que les Français soient aussi exactement que possible informés de la réalité d'aujourd'hui.\

C'est vrai que la décentralisation est une des grandes oeuvres accomplies au cours de ces trois dernières années, oeuvre fort difficile car elle allait contre les habitudes et les structures. C'est vrai que l'on peut encore se poser des questions. Mais, enfin, vous-mêmes, ici, dans cette ville, d'autres dans la région et comme cela partout en France, ont désormais des compétences et des pouvoirs qui changent en profondeur la -nature même de la nation. Je m'en réjouis pour ce qui me concerne et au demeurant, je l'ai voulu. Et cela ne m'inquiète pas de voir se développer la diversité des concurrences ou des aspirations, dès lors que tout cela finalement concourt à la grandeur du pays.

- Il n'y a pas d'inquiétude particulière à avoir sur les résultats financiers de la décentralisation car, comme vous le savez certainement, monsieur le maire, il existe à l'heure actuelle des organismes de contrôle qui veillent, avec beaucoup de scrupule, à ce que le partage entre l'Etat et les collectivités locales soit rigoureusement celui qui découle de la répartition des crédits, tels qu'ils se trouvaient au moment où cette réforme a commencé à entrer en jeu.

- Il existe une commission nationale, vous le savez, où sont largement représentés les élus locaux qui sont d'ailleurs en majorité des élus de l'opposition politique et j'ai été très heureux de constater, à la lecture de leur rapport, qu'ils avaient estimé qu'au sou près, l'ensemble des collectivités locales aient reçu leur dû. On ne peut donc pas entretenir - vous ne l'avez pas fait mais nul ne doit s'y tromper - l'idée qu'au travers des réformes de décentralisation, l'Etat recherchait à retenir à son profit ce qu'il aurait fait semblant d'accorder.\

Les libertés, on le sait, en France - c'est un point sur lequel nul ne doute - sont intégralement respectées. De ce fait, c'est un sujet qu'il faut toujours traiter. Après tout, cela a été une lente conquête. Les libertés ne sont pas simplement les libertés de droit public, qui relèvent de l'individu ou de la personne, telles qu'elles ont été définies en 1789 et par la suite. Ce sont aussi les libertés collectives, c'est-à-dire celles qui permettent à un certain nombre de groupes sociaux, professionnels, de toutes sortes, de voir constamment défendus leurs intérêts, dès lors qu'ils sont légitimes. Et cela a été aussi une lente conquête, vous le savez bien, tout au long du XIXème siècle, du XXème et encore aujourd'hui

pour parvenir à dépasser l'apparence du mot : liberté. Bien entendu, chacun aussitôt s'incline. Oui, liberté .. Mais les libertés, dans la réalité de chaque jour, il convient d'en conquérir encore afin que les plus malheureux, qui sont dominés, parfois même exploités, puissent, au-delà de ce qui a été écrit sur les frontons des bâtiments publics, accéder aux libertés qui seules leur permettront d'être des citoyens comme les autres.\

Vous m'avez parlé au passage des élections cantonales dans le département de l'Isère £ je n'y ai pas une très grande compétence. De ce point de vue je suppose que toutes et tous ici, mesdames et messieurs, vous êtes imbattables. Mais moi je ne suis pas mêlé à ces problèmes. Vous me rappelez exactement, monsieur le maire, - permettez-moi, vous êtes beaucoup plus jeune que moi, je serais heureux d'avoir au moins sur ce point un disciple - ce que je disais en 1975, à propos d'une opération du même ordre.

- Il y a indiscutablement inquiétude dès lors que le pouvoir en place se préoccupe d'une structure plus juste, à ses yeux, pour la répartition des suffrages. Mais nous sommes un vieux pays £ notre démocratie, nous la connaissons par coeur. Finalement chacun s'observe et il me semble que le résultat qui vous est proposé, dans l'ensemble - l'Isère, ce n'est pas mon affaire - me paraît tout à fait raisonnable et répond à des besoins démographiques, c'est ce qui nous distingue de 1975, qui avaient été jusqu'alors assez négligés.\

Mesdames et messieurs, le thème de cet exposé que je viens d'entendre c'était : "la France retient son souffle". L'expression est belle : c'est vrai qu'elle est sollicitée par tant d'événements et tant d'échéances qu'on est en droit de s'interroger. Mais, moi, je compléterai votre expression en reprenant presque les mots qui ont été les vôtres : "la France reprend son souffle". Elle marque dans chacun des domaines, que les savants appellent les paramètres économiques, dans chacun de ces domaines elle gagne du terrain dans la compétition internationale. Il lui reste - et c'est ce qu'il y a de plus grave, mais cela ne peut être que la résultante des efforts accomplis - à se guérir de la plaie du chômage. Le chômage cessera si l'on est en mesure de créer des emplois par une activité économique qui elle-même trouvera le -concours de la puissance publique et qui résidera surtout - vous l'avez dit - dans l'intelligence, l'esprit d'initiative et la capacité de ceux qui la prennent en charge. A la condition, bien entendu - vous ne l'avez pas dit, mais vous le pensiez sans doute - que le progrès social accompagne toujours le progrès économique. Et c'est là que nous devons veiller avec le plus de soin - car il ne serait pas juste, il n'a pas toujours été juste - que la croissance fut réservée à quelques catégories privilégiées et qu'elle ne put vraiment être justement répartie. C'est un effort qui reste à faire, il restera toujours à faire, avant moi, premier responsable de la France, après moi, un effort de justice sociale, d'équité entre les Français, afin de garantir les plus faibles - qui ne le sont pas toujours - contre la puissance des plus forts, cela est une démarche de civilisation. Cela tient aussi pour beaucoup aux structures, aux institutions, aux lois. Cela tient aussi à la -nature des Français. Après deux siècles de conquêtes successives - quelques reculs aussi - je suis de ceux qui ont une foi indéfectible, oui, une foi profonde dans la puissance de notre peuple, puissance au regard des forces extérieures, mais aussi à la capacité de renouvellement, de changement et finalement d'une justice sans lesquels il n'est rien.\

Je vous remercie, monsieur le maire, mesdames et messieurs, mesdames et messieurs du Conseil municipal, particulièrement, de m'avoir accueilli dans cet hôtel de ville. Oui, c'est la tradition républicaine, vous vous y êtes conformés, moi aussi. Et lorsque j'ai su que dans mon programme était arrêtée la visite du LETI à Grenoble, comme vous le savez, nos pensées se sont rencontrées : à la fois vous avez souhaité que le Président de la République vînt dans votre hôtel de ville et le Président de la République a souhaité venir vous saluer. C'est fait et je crois qu'il fallait le faire comme nous l'avons chacun à sa façon.

- Quant à Grenoble que je connais depuis longtemps, mais comment pourrais-je connaître cette ville, vous qui en avez fait tous les détours, connaissez-vous encore votre ville comme il conviendrait de le faire ? C'est une -recherche et un approfondissement constant. Je viens donc comme un passant mais un passant qui reste frappé par la force vitale, par l'énergie, par le rang qu'a pris Grenoble dans la vie du pays.

- Je souhaite très vivement que vos équipes puissent continuer d'apporter à cette ville ce qui lui revient : la force et la grandeur de Grenoble, ce sera pour beaucoup et pour longtemps encore la force et la

grandeur de la France.\